



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-economie-distributive-est-en>

Réponses aux objections

L'économie distributive est en marche !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 776 - mars 1980 -

Date de mise en ligne : lundi 22 septembre 2008

Date de parution : mars 1980

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

EN « réponse aux objections », j'ai publié un article intitulé « Pouvoir d'achat sans travail » (n° 755 d'avril 1978) où j'ai exposé les principaux moyens suivant lesquels, par le truchement de secours, prestations et allocations diverses, il était possible, en France et actuellement, de percevoir du pouvoir d'achat sans fournir une contrepartie de travail.

Ces moyens avoisinaient le chiffre de 3000. Ils paraissaient incroyables !

Au retour de longs voyages, en classant mes documents, je retrouve un article du « Matin » du 19 octobre 1979, intitulé « Le revenu des Français : 55 % vient de leurs salaires et 45 % des aides de la collectivité ». Il conforte ce que j'écrivais alors.

L'auteur de l'article, Jean-Gabriel Fréchet, y analyse le second rapport du « Centre d'Etude des Revenus et des Coûts (C.E.R.C.). On y lit : « En 1978, le revenu brut des ménages français était constitué, pour les deux tiers environ, de revenus économiques, impôts non déduits et pour plus d'un bon tiers de revenus d'origine sociale. Rapport 55/45.

Au début des années 60, les revenus alloués selon les critères sociaux ne représentaient globalement que 37% du revenu des ménages. L'évolution est de taille. C'est celle du progrès !

Certes, cette répartition n'empêche pas la persistance de nombreuses inégalités. Par exemple, entre le Languedoc-Roussillon et la région parisienne, les revenus moyens varient quasiment du simple au double. Mais, dans l'ensemble depuis 1960, nos compatriotes vivent mieux. »

Les auteurs de l'étude du C.E.R.C. ajoutent : « Une société dont la moitié des revenus provient non plus de ressources exclusives du travail mais de prestations collectives, qui ne prennent pas toujours la forme de versements d'argent, est-elle encore une société dans laquelle capital et travail s'affrontent ? »

A notre avis, cette question est probablement prématurée. Il faut se méfier des chiffres globaux et les deux millions « économiquement faibles » ne sont pas tous assistés (en particulier dans les milieux ruraux et parmi les marginaux). De plus, les allocations servies aux chômeurs sont limitées dans le temps.

Ce qui importe surtout pour nous, dans ce rapport du C.E.R.C., c'est que, globalement, le revenu des Français n'est plus entièrement réductible au salaire. Jacques Duboin pensait que, petit à petit, une économie distributive s'instaurerait d'elle-même ; faute de quoi le progrès mécanique, dans une société basée sur le profit, serait générateur de conflits sociaux qui iraient en s'exacerbant.

Il faut noter que la dépression économique a ralenti le processus normal de distribution. Actuellement, le capitalisme dans tous les pays est miné par sa plus grande contradiction interne : la machine remplace l'homme. Malgré les gaspillages et les dépenses improductives (dus principalement aux armements démentiels) les marchandises produites en grand nombre ont du mal à se vendre. Alors, on fausse les principes de base sur lesquels repose tout le système : la confiance dans la monnaie et le crédit. Pour se sortir de cette crise, on pratique l'inflation et, sur cette spoliation des petits épargnants, le capitalisme remet à plus tard sa condamnation. Certes, il s'adapte, mais jusqu'à

L'économie distributive est en marche !

quand et vers quelles catastrophes nous conduit-il ?

Il n'en reste pas moins vrai que, d'ailleurs, l'économie distributive entre dans les esprits. Près de la moitié des Français considèrent d'ailleurs comme normal de recevoir du pouvoir d'achat sans travailler. Il ne nous reste plus à nous autres militants, que de leur faire comprendre que, grâce aux machines, de nouvelles bases économiques et sociales peuvent être instaurées.

L'évolution du capitalisme et du progrès facilitent notre tâche.